

PREFET DES CÔTES D'ARMOR
DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

ARRETE MODIFICATIF
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

SERVICE PREVENTION DES RISQUES
ENVIRONNEMENTAUX
N° IC°2003/5708
CLB

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU le Code de l'Environnement (Livre V) ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 07 février 2005, modifié, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation sous la rubrique n° 2102 1° de la nomenclature ;
- VU l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2004, modifié, fixant les dispositions applicables aux puits et forages ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 30 août 2007 relatif au programme d'action sur le bassin versant de l'IC ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 29 juillet 2009, modifié, établissant le quatrième programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 21 juin 2010, portant délégation de signature à M. Philippe de GESTAS DE LESPEROUX, secrétaire général de la préfecture des Côtes d'Armor ;
- VU l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2008, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « E.A.R.L. EOUZAN (Gaël) », l'autorisant à exploiter en PORDIC au lieu-dit « Quevran » un élevage porcin de 3794 pl. d'animaux équivalents (*soit 81 pl. maternité, 283 pl. gestantes-verraterie, 1335 pl. post-sevrage, 2410 pl. engraissement, 25 pl. quarantaine-infirmierie*) avec une unité de traitement des lisiers ;

- VU la demande présentée le 17 mai 2010 (*complétée le 7 février 2011*) par l'installation classée « **E.A.R.L. EOUZAN (Gaël)** », sise au lieu-dit « Quevran » en PORDIC, en vue de la mise à jour du bilan matière (*pour modification des flux traités en vue d'abaisser la pression en phosphore sur le plan d'épandage*), en annexe d'un élevage porcin autorisé (3794 pl. animaux-équivalents) avec unité de traitement, ainsi que modification du plan d'épandage (*convention avec le prêteur et augmentation du foncier*), ainsi qu'une demande de dérogation pour l'épandage du surnageant et la construction d'une fosse de 500 m³ utiles, en PORDIC au lieu-dit « Quevran » (Section ZB N° 76-142-143) ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 09 mars 2011 ;
- VU l'avis émis par le Conseil départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques le 25 mars 2011 ;
- CONSIDERANT qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement et que, en particulier les apports « azotés » ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes et que les apports en phosphore ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT que le siège de l'exploitation se situe dans le bassin versant de l'IC ;
- CONSIDERANT que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de PLERIN, dont le seuil d'obligation de traitement est de 15000 UN et le seuil d'épandage 90 ha ;
- CONSIDERANT que la demande concerne la mise à jour du plan de gestion des déjections. Cette mise à jour est liée, d'une part, à la modification des flux traités afin d'abaisser la pression en phosphore sur le plan d'épandage, et, d'autre part à la modification de la convention d'épandage avec le prêteur - Cette demande s'accompagne de la construction d'une fosse de 500 m³ utiles pour le stockage des lisiers centrifugés - Le pétitionnaire sollicite également le maintien de la dérogation concernant l'épandage du surnageant jusqu'au 15 août sur cultures de printemps ;
- CONSIDERANT que l'exploitation produira 28999 UN et 16981 UP2O5 (6814 m³) ; 100 % du lisier produit sera centrifugé et 91 % des lisiers centrifugés seront traités par voie biologique ;
- CONSIDERANT que, après traitement, les effluents seront gérés de la manière suivante : 6670 UN et 13585 UP2O5 seront exportées sous forme de co-produits via EVALOR ; 2010 UN et 306 UP2O5 seront épandues sous forme de lisier centrifugé dont 300 UN et 46 UP2O5 sur les terres mises à disposition par un prêteur ; 2639 UN et 1545 UP2O5 seront épandues sous forme de boues dont 880 UN et 515 UP2O5 sur les terres mises à disposition par un prêteur ; 1056 UN et 1545 UP2O5 seront épandues sous forme d'effluent ; 4095 UN et 2583 UP2O5 seront épandues sur les terres du pétitionnaire (36,1 ha de SDN) soit des charges en azote et en phosphore organiques de : 114 et 71
- CONSIDERANT que chez le prêteur de terres, les charges en azotes et en phosphore organiques seront de 108 UN/ha et 60 UP2O5/ha ;
- CONSIDERANT qu'une partie des terres du pétitionnaire et du prêteur sont situées sur le bassin versant contentieux de l'IC (*respectivement 3,8 ha de SAU et 10,77 ha de SAU*), les charges en azote toutes origines confondues sont de 133 pour le pétitionnaire et 135 pour le prêteur (< à 140 UN/ha de SAU) ;

CONSIDERANT que les deux lagunes de 2000 m³ et 2300 m³ vont permettre le stockage de l'ensemble des effluents, les deux fosses de 470 m³ et 600 m³ utiles existantes seront utilisées pour le stockage des boues biologiques et la fosse de 500 m³ utiles en projet sera utilisée pour le stockage des lisiers centrifugés ;

CONSIDERANT que la capacité de stockage en amont du traitement sera de 5 mois et laissera une marge de sécurité en cas de dysfonctionnement de l'unité de traitement ;

CONSIDERANT que l'éleveur pratique l'alimentation biphas pour l'élevage concerné ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- A R R E T E -

ARTICLE 1^{ER} -

Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2008 sont modifiées comme suit :

« Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « E.A.R.L. EOUZAN (Gaël) », sise au lieu-dit « Quevran » en PORDIC, à installer et exploiter à la même adresse (section ZB N° 76-142-143) en PORDIC, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande :

A - un élevage porcin d'une capacité maximale de 3794 pl. animaux équivalents, répartis comme suit :

Site « Quevran »	Animaux-équivalents (PAE)
81 pl. maternité	soit 243 PAE
283 pl. gestantes-verraterie	soit 849 PAE
1335 pl. post-sevrage	soit 267 PAE
2410 pl. engraissement	soit 2410 PAE
25 pl. quarantaine infirmerie	soit 25 PAE
Total : 4134 animaux	Total : 3794 animaux-équivalents

B - une unité de traitement des lisiers comprenant :

a) une séparation de phase en tête (*produisant un co-produit ci-après dénommé « résidus organiques »*) ;

b) un hangar de stockage et de compostage du résidu organique ;

c) un réacteur biologique de nitrification/dénitrification par boues activées ;

d) une séparation du lisier traité par décantation / filtration secondaire des boues (*produisant deux co-produits ci-après dénommés « boues biologiques » et « effluent épuré »*) ;

e) une fosse de stockage des boues biologiques ;

f) une fosse de stockage du lisier centrifugé ;

g) une lagune de stockage de l'effluent épuré.

Cette unité de traitement traitera la totalité des déjections de l'élevage ci-dessus, soit 6814 m³ de lisier (28999 kg d'azote) produits annuellement.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement (*comprenant élevage et unité de traitement*) soumise à autorisation sous la rubrique 2102 1^o de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté ministériel du 07 février 2005 et l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2009 visés ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après. »

ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE PORCIN

Les dispositions de l'article 2^{ème} de l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2008 sont modifiées comme suit :

« 2.1. - EFFECTIFS :

2.1.1. - L'effectif porcin maximal en présence simultanée ne devra pas dépasser 364 reproducteurs (*truies verrats cochettes*), 2410 porcs charcutiers de plus de 30 kg et 1335 porcelets sevrés de moins de 30 kg.

2.1.2. - L'effectif porcin moyen annuel ne devra pas dépasser 344 reproducteurs (*truies verrats cochettes saillies*). Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées des justificatifs permettant de vérifier cette prescription (*bilans comptables, gestion technique ...*). L'exploitation produira annuellement 8580 porcelets et 7622 porcs charcutiers.

2.1.3. - Les porcs qui ne seront pas engraisés dans l'élevage feront l'objet d'un enregistrement (*registre ou autre*) portant sur les informations suivantes : date de sortie de l'élevage, nombre de porcs, nom et adresse du destinataire (*engraisseur, groupement...*). Si le pétitionnaire fait engraisser des porcs à façon, il devra s'assurer que les élevages récepteurs sont régulièrement autorisés ou déclarés au titre de la législation sur les installations classées.

2.2. - ALIMENTATION BIPHASE ET PHYTASES:

2.2.1. - L'alimentation biphasé mise en place sera maintenue.

2.2.3. - Le pétitionnaire devra tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées les justificatifs des aliments distribués (*factures,*) ainsi qu'un bilan récapitulatif annuel (*taux de matières azotées, quantités consommées par catégorie d'animaux*). Ces documents devront être conservés pendant cinq ans. »

ARTICLE 3 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE TRAITEMENT DES LISIERS

Les dispositions de l'article 3^{ème} de l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2008 sont modifiées comme suit :

« 3.1. - Les inspecteurs des installations dûment habilités auront constamment accès aux installations autorisées. Le service des installations classées peut également désigner un organisme agréé par l'administration pour valider les auto-surveillances. Les analyses réalisées pendant ces contrôles sont à la charge de l'éleveur.

3.2. - Aux fins de contrôles, seront placés :

- a) un dispositif pour comptabiliser le volume de lisier brut entrant dans le séparateur de phase
- b) un débitmètre sur canalisation avec système d'enregistrement journalier pour comptabiliser le lisier centrifugé entrant dans l'unité de traitement (*réacteur*)
- c) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des *additifs* incorporés ;
- d) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des *résidus organiques* produits ;
- e) un dispositif de mesure pour comptabiliser le poids ou le volume des *boues biologiques* produites ;
- f) un dispositif de mesure pour comptabiliser le volume d'*effluent épuré* produit. Un compteur volumétrique sera installé sur la canalisation d'arrosage de l'effluent épuré afin de mesurer le volume utilisé en irrigation ;
- g) un compteur horaire avec système d'enregistrement journalier pour le système d'aération ;
- h) un compteur électrique différent de celui de l'élevage.

3.3. - Une alarme visuelle ou sonore sera installée pour prévenir l'éleveur en cas d'arrêt non contrôlé (*défaut électrique ou mécanique*).

3.4. - Les prélèvements et échantillonnages en vue des bilans matières seront effectués suivant le protocole décrit dans l'étude d'impact. Toute modification de ce protocole devra être communiquée au service des Installations Classées.

3.5. - DEBITS ET FLUX DE POLLUTION ENTRANT

3.5.1 dans l'unité de traitement :

Lisier brut	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	6814 m ³	18,7 m ³
N Global	28999 kg	79,5 kg
M.E.S.	340117 kg	932 kg

* sur 7 jours consécutifs et avec un maximum de 30 jours/an

3.5.2 - dans l'unité de traitement biologique (réacteur) :

Lisier centrifugé	Flux annuel maximal	Flux journalier moyen
Volume	6231 m ³	17,1 m ³
N Global	20319 kg	55,7 kg
M.E.S.	139278 kg	381,6 kg

3.6. - DEBITS ET FLUX DE POLLUTION RELATIFS AUX CO-PRODUITS :

Lisier centrifugé	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	583 m ³	1,6 m ³
N Global	2010 kg	5,5 kg
M.E.S.	13775 kg	37,7 kg

Résidus organiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	341 T	0,9 m ³
N Global	6670 kg	18,3 kg
M.E.S.	187064 kg	512,5 kg

Boues biologiques	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	744 m ³	2 m ³
N Global	2639 kg	7,2 kg
M.E.S.	43331 kg	118,77 kg

Effluent épuré	Flux annuel	Flux journalier moyen
Volume	4216 m ³	11,6 m ³
N Global	1056 kg	2,9 kg
M.E.S.	30951 kg	84,8 kg

3.7. – *AUTO-SURVEILLANCE : SUIVI*

- L'éleveur procédera quotidiennement aux opérations suivantes :

- a) vérification de l'état de fonctionnement global de l'unité de traitement ;
- b) relevé du volume de lisier brut entrant dans le séparateur de phase ;
- c) relevé du volume de lisier centrifugé entrant dans le réacteur.

- L'éleveur procédera hebdomadairement aux opérations suivantes :

- a) relevé du volume de résidus organiques produits ;
- b) relevé du volume de boues biologiques produites ;
- c) relevé du volume d'effluent épuré produit ;

d) relevés de compteurs (consommation électrique, temps de marche du système d'aération, temps de marche des diverses pompes, temps de marche du système de séparation de phase,).

Les relevés journaliers des compteurs peuvent être effectués par un automate.

Des tests rapides NH₄/NO₃ seront réalisés tous les semaines dans le réacteur, la station étant en service.

Les mesures de volumes, les relevés de compteurs et les résultats des tests rapides seront consignés par l'éleveur sur un cahier d'exploitation. Toute intervention ou panne susceptible d'entraîner une perturbation du traitement devra y être mentionnée. Ce cahier sera tenu à disposition du service des installations classées.

3.8. – *AUTO-SURVEILLANCE : BILAN MATIERE*

3.8.1. - Pendant un an à compter de la date de mise en service de l'unité de traitement, l'éleveur procédera ou fera procéder à ses frais à des bilans matières bimestriels. Chaque bilan comprendra au moins :

- a) bilan des volumes de lisier brut entrant, du lisier centrifugé entrant dans le réacteur et des différents co-produits,
- b) une analyse du lisier brut (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera représentatif de la production globale de l'élevage (prélèvement dans la fosse d'homogénéisation après vidange de plusieurs pré-fosses) ;
- c) une analyse du lisier centrifugé épandu (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la fosse de stockage des lisiers centrifugés
- d) une analyse des résidus organiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le tas de stockage des résidus ;
- e) une analyse des boues biologiques (MES, NK, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans le local de stockage ;
- f) une analyse de l'effluent épuré (MES, N global, Pt, K₂O). L'échantillon sera prélevé dans la lagune de stockage de l'effluent.

Les analyses seront réalisées conformément aux normes AFNOR par un laboratoire agréé par le Ministère de l'Environnement. Les bilans seront adressés bimestriellement par l'éleveur au service des installations classées. Ils seront annexés au cahier d'exploitation.

3.8.2. - Au terme de cette année de « mise en charge », le service des installations classées émettra un avis sur le fonctionnement de l'unité de traitement.

Si celui-ci est jugé satisfaisant, le bilan matière est allégé : les analyses et les envois aux organismes pré-cités sont effectués deux fois par an (*à au moins trois mois d'intervalle*). Les autres paramètres restent inchangés. Si le service des installations classées émet un avis défavorable sur le bilan de fonctionnement de l'unité de traitement, la période de « mise en charge » est prolongée de 6 mois et la procédure du bilan matière reste inchangée par rapport à la première année. Un nouvel avis sera donné au terme de ces 6 mois.

3.8.3. - Si des modifications notables sont apportées à l'élevage ou à l'unité de traitement (*modification importante du process*), la procédure correspondant à la « mise en charge » est à nouveau appliquée pour une période de 6 mois.

3.9. - ASSISTANCE TECHNIQUE :

Si l'éleveur a recours à un service d'assistance technique, il est demandé à cet organisme de retranscrire ses observations sur le cahier d'exploitation à l'issue de chaque visite. La mission d'assistance technique est à la charge de l'éleveur.

3.10. - VALIDATION DE L'AUTO-SURVEILLANCE :

Une visite par un organisme reconnu indépendant pourra être diligentée à la demande de l'Agence de l'Eau ou du service chargé de l'Inspection des Installations Classées.

La mission de validation de l'auto-surveillance consiste à :

- a) établir le descriptif des ouvrages d'épuration ainsi que l'origine des lisiers à traiter;
- b) effectuer un contrôle de qualité des informations générées par l'auto-surveillance (vérification du bon fonctionnement des appareils de mesure, étalonnages, vérification du cahier d'exploitation, mise en oeuvre de l'échantillonnage et du transport des échantillons, agrément du laboratoire, méthodes d'analyses, fréquence des bilans...),
- c) vérifier la « traçabilité de l'azote » (correspondance N théorique CORPEN / N réellement traité, cohérence N entrant dans la station / N dans les co-produits...).

A l'issue de cette visite, un rapport détaillé sera adressé au service des Installations Classées. »

ARTICLE 4 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES EN MATIERE DE STOCKAGE ET D'EPANDAGE DES CO-PRODUITS ET LISIERS BRUTS

Les dispositions de l'article 4^{ème} de l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2008 sont modifiées comme suit :

« 4.1 – Les lisiers bruts seront recueillis dans une fosse d'homogénéisation d'un volume de 280 m³ (*le volume total de stockage des lisiers bruts avant traitement est de 2132 m³*).

4.2 - Les lisiers centrifugés seront stockés dans une fosse d'un volume de 500 m³.

4.3. - Les résidus organiques seront stockés dans un local couvert de 450 m²

4.4. - Les boues biologiques seront stockées dans 2 fosses de 470 m³ et 600 m³.

4.5. - L'effluent épuré sera stocké dans 2 lagunes de 2000 m³ et 2300 m³.

4.6. - Tous les ouvrages de stockage (*lisiers bruts, lisiers centrifugés, lisiers décantés, boues biologiques, effluent épuré*) et le réacteur biologique de 695 m³ utiles devront être munis d'un dispositif de sécurité destiné à prévenir tout risque d'accident.

4.7. - L'effluent épuré sera utilisé en irrigation en période de déficit hydrique sur les seules parcelles mentionnées dans l'étude d'impact et dans les conditions suivantes :

- a) l'appareil ne doit pas être générateur de brouillards fins,
- b) les conditions météorologiques doivent être favorables (*vents faibles ou nuls*),
- c) la pression doit être basse (*2,5 bars maximum en sortie de buse*).

4.8. - Les épandages de lisiers bruts et de co-produits ainsi que les irrigations réalisées au moyen de l'effluent épuré seront consignés dans un cahier d'épandage conformément à l'annexe au présent arrêté. Ce cahier d'épandage sera annexé au cahier d'exploitation.

4.9. - Pour les co-produits transférés dans le cadre d'un contrat de reprise, un cahier d'enlèvement sera tenu par l'éleveur mentionnant la date, la quantité enlevée, l'adresse et le nom du destinataire. Ce cahier d'enlèvement ainsi que les bons d'enlèvement seront annexés au cahier d'exploitation. Dans le cas où le contrat de reprise ne serait pas respecté ou renouvelé par l'un des contractants, ou de sa rupture, l'éleveur devra trouver un autre contrat présentant les mêmes garanties ou un autre mode de gestion de ces produits conforme à la réglementation ou cesser l'exploitation de son élevage.

4.10. - Le transport des lisiers bruts, des boues biologiques, de l'effluent épuré et des résidus organiques ne doit pas provoquer de nuisances, pollutions ou écoulements sur la chaussée. Tous ces transferts seront consignés sur le cahier d'épandage.

4.11. - Les effluents liquides peu chargés (*moins de 0,5 unité d'azote organique total par m³ - surnageants*) pourront être épandus sur culture de printemps *jusqu'au 15 août.* »

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS EN MATIERE DE MISE EN SERVICE ET DYSFONCTIONNEMENTS DE L'UNITE DE TRAITEMENT

Les dispositions de l'article 5^{ème} de l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2008 sont maintenues comme suit :

« 5.1. - L'unité de traitement est construite, la mise en service de la centrifugeuse fera dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

5.2. - En cas de dysfonctionnement momentané, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de traitement. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu. En cas de dysfonctionnement prolongé, de modification ou d'arrêt de l'unité de traitement, de réduction du plan d'épandage des co-produits après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage. »

ARTICLE 6 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'INSTALLATION DE COMPOSTAGE DES RESIDUS ORGANIQUES :

Les dispositions de l'article 6^{ème} de l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2008 sont modifiées comme suit :

« 6.1. AMENAGEMENT ET FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS :

6.1.1. - Généralités

La fabrication des produits (*compost de résidus organiques*) sera réalisée par une unité de compostage comprenant :

- a) deux caissons de bio-séchage (75 m²) ;
- b) une aire de stockage et de maturation du compost permettant un stockage de 6 mois et offrant un accès aux engins et véhicules nécessaires à l'enlèvement ;
- c) une fosse de récupération des jus de ressuyage.

6.1.2. - Résidus organiques entrant dans l'unité :

L'unité de compostage traitera les résidus organiques de l'unité de traitement, soit 341 Tonnes de résidus organiques (6670 kg d'azote) produits annuellement.

6.1.3 - Aménagement de l'unité de compostage :

L'unité de compostage sera réalisée conformément aux indications de l'étude d'impact :

- a) le bio-séchage sera réalisé dans deux caissons ventilés équipés de gaines d'aspiration ;
- b) l'aire de stockage du compost de 225 m² sera couverte ;
- c) un système de collecte des écoulements sera aménagé,
- d) le sol sera bétonné et devra être réaménagé en cas de dégradation importante préjudiciable au compostage.

6.2. - CONFORMITE DES PRODUITS :

Conformément au dossier déposé, les engrais et supports de culture fabriqués (*Compost de résidus organiques*) devront répondre aux exigences des normes en vigueur (Norme NFU 42-001 relatif aux engrais organiques).

Pour les éventuels produits non conformes, le pétitionnaire devra obtenir l'accord de l'inspecteur des installations classées quant au mode d'élimination qu'il compte mettre en oeuvre (*destruction, incinération, épandage, etc.*).

6.3 - DESTINATION DES PRODUITS :

Les produits obtenus ne pourront en aucun cas être épandus dans des cantons où la charge moyenne en azote organique est supérieure à 140 kg d'azote par hectare. Cette exclusion concerne notamment les cantons en excédent structurel.

6.4. - TRAÇABILITE DES PRODUITS :

Le pétitionnaire tiendra à jour un registre de la destination des engrais et supports de cultures produits comportant au minimum pour chaque enlèvement les informations suivantes :

- a) Date d'enlèvement ;
- b) Nom, adresse et coordonnées du destinataire final ;
- c) Nature ;
- d) Nom du transporteur ;
- e) Quantité en tonnes.

A la fin de chaque années civile, le pétitionnaire transmettra au service des installations classées un bilan annuel, comportant :

- a) Les informations définies ci-dessus ;
- b) Les originaux des bons d'enlèvement ;
- c) Un état des stocks au 31 décembre.

Compte tenu de l'existence d'un contrat de commercialisation des produits par un tiers, certaines informations demandées ci-dessus (*destinataire final notamment*) pourront être transmises directement par le dit tiers à l'inspecteur des installations classées.

De plus, si ce contrat de commercialisation n'est pas respecté ou renouvelé par les contractants ou est rompu, le pétitionnaire devra, soit fournir un autre contrat qui présente les mêmes garanties, soit présenter un autre mode de gestion des déjections conforme à la réglementation, soit cesser l'exploitation de l'élevage.

6.5. - DELAIS DE MISE EN SERVICE - DYSFONCTIONNEMENT

La mise en service de l'unité de compostage ainsi que les différents travaux prévus au point 6.1 seront réalisés sans délai de 6 mois à compter de l'arrivée des nouveaux animaux prévue par la restructuration.

L'éleveur avertira le service des installations classées des dates de construction et de montée en charge de l'unité de compostage.

En cas de *dysfonctionnement momentané*, le lisier sera stocké sur l'exploitation en amont de l'unité de compostage. Le service des installations classées sera immédiatement prévenu.

En cas de *dysfonctionnement prolongé*, de modification ou d'arrêt de l'unité de compostage, de réduction du plan d'épandage des composts après saturation des capacités de stockage, les effectifs animaux de l'élevage seront réduits en rapport avec la capacité maximale du plan d'épandage. »

ARTICLE 7 - RESORPTION :

Les dispositions de l'article 7^{ème} de l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2008 sont modifiées comme suit :

« - Traitement : 16624 UN

- Alimentation biphase : 5566 UN
- Exportation : 6670 UN. »

ARTICLE 8 - EPANDAGE SUR CEREALES

Les dispositions de l'article 8^{ème} de l'arrêté préfectoral du 31 décembre 2008 sont modifiées comme suit :

« L'exploitant disposera des matériels nécessaires à la mise en oeuvre de l'épandage sur céréales soit directement soit par l'intermédiaire d'un prestataire de service. »

ARTICLE 9 -

Les autres dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé du 31 décembre 2008 restent inchangées.

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession

Les exploitants sont tenus de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Ils doivent, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 10 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de PORDIC pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PORDIC pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins des exploitants.

ARTICLE 11 -

« Délai et voie de recours (articles L.514-6 et L.515-27 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de RENNES (sis : Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 RENNES CEDEX).

Art. R. 514-3-1. du Code de l'environnement - Sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

« — *par les tiers*, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, *le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service* ;

« — *par les demandeurs ou exploitants*, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. »

ARTICLE 12 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor, le Maire de PORDIC, le Directeur départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée aux pétitionnaires *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.*

SAINT-BRIEUC, le

21 AVR. 2011

LE PREFET,

Pour le Préfet et par délégation

Le Secrétaire Général

Philippe de Gestas-Lespérourx

